

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et installations classées de Paris et des Hauts-
de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie - BP102
92013 NANTERRE CEDEX

Nanterre , le 21/08/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 21/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METAUX 116
116 RUE DU MOULIN DE CAGE
92230 Gennevilliers

Références : 31323
Code AIOT : 0007407636

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement METAUX 116 implanté 116 RUE DU MOULIN DE CAGE 92230 Gennevilliers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAUX 116
- 116 RUE DU MOULIN DE CAGE 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0007407636 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Métaux 116 exerce une activité de récupération des ferrailles depuis 1996. Le site en activité comporte 2 hangars communiquant entre eux ainsi qu'un terrain mitoyen.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- actualité relative à l'activité et la situation administrative
- suites de la dernière inspection en date du 21/03/2023
- équipements sous pression
- traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Moyens de lutte contre l'incendie – moyens d'intervention autres que l'eau | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1 Annexe I | Demande d'action corrective | 7 Jours |
| 3 | Vérification périodique et maintenance des équipements | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2.5 | Demande d'action corrective | 1 Mois |
| 4 | Valeurs limites de rejet | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35 | Demande d'action corrective | 1 Mois |
| 8 | Contrôle de la liste des appareils à pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III | Mise en demeure, respect de prescription | 1 Mois |
| 9 | Vérification des échéances de l'inspection périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I | Mise en demeure, respect de prescription | 1 Mois |
| 10 | Vérification des échéances de la requalification périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I | Mise en demeure, respect de prescription | 1 Mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 2 | Isolement du réseau de collecte | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.9 | |
| 5 | Clôture de l'installation | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15 | |
| 6 | Traçabilité des déchets | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45 | |
| 7 | Traçabilité des déchets - utilisation du registre national des déchets | Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43 | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


L'inspection a pu relever des non-conformités concernant les paramètres analysés sur les rejets aqueux, la vérification des installations électriques et l'équipement sous pression.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie – moyens d'intervention autres que l'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1 Annexe I |
| Thème(s) : Risques accidentels - Moyens de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. Non conformité : L'inspection constate que l'établissement ne dispose pas d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque. |
| Constats : Un bac a sable a été mis en place le 21/06/2023. Cependant, celui-ci ne contient pas de pelle. L'exploitant devra en ajouter une dans le bac. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 7 Jours |

N° 2 : Isolement du réseau de collecte

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.9 |
| Thème(s) : Risques accidentels - Isolement du réseau de collecte |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.</p> <p>Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>Non-conformité : L'exploitant possède des plaques d'obturation étanches à disposer sur les regards afin d'obturer les réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne est bien définie pour la mise en place de ce dispositif.</p> <p>De plus, l'exploitant confirme que le site est sur rétention. Il a transmis à l'inspection le calcul du volume d'eau potentiellement pollué à mettre sur rétention en cas de sinistre. Ce volume est de 143 m³. Cependant, l'exploitant n'a pas démontré que la capacité de la rétention est suffisante pour contenir ce volume.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 03/06/2024, l'exploitant transmet la note D9 et D9A comprenant les calculs de dimensionnement des besoins en eau et de volumes de rétention disponible en cas d'incendie. L'exploitant a choisi la mise en place d'une barrière de confinement des eaux amovible de marque VEVOR. Le volume de rétention disponible est de 784 m³. L'exploitant a affiché sur la zone de stockage des déchets la procédure de mise en place de la barrière de confinement.</p> |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 3 : Vérification périodique et maintenance des équipements


| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Vérification périodique et maintenance des équipements |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Non-conformité : L'exploitant transmet la facture des travaux de mise en conformité électrique en date du 07/04/2022. Cependant, dans le rapport de vérification électrique du 27/03/2023, il est constaté la présence de nouvelles non-conformités dont certaines concernent des dispositifs différentiels résiduels. L'exploitant transmettra les justificatifs de mise en conformité. |
| Constats : L'exploitant transmet le rapport de vérification des installations électriques réalisé le 28/02/2024 par la société BUREAU VERITAS. Celui-ci fait état de 6 observations. L'exploitant devra transmettre un échéancier de mise en conformité. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 Mois |

N° 4 : Valeurs limites de rejet


| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Valeurs limites de rejet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;- température < 30 °C ; <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none">- matières en suspension : 600 mg/l ;- DCO : 2 000 mg/l ;- DBO5 : 800 mg/l. <p>Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none">- matières en suspension : 100 mg/l ;- DCO : 300 mg/l ;- DBO5 : 100 mg/l. <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.</p> <ul style="list-style-type: none">- indice phénols : 0,3 mg/l ;- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;- AOX : 5 mg/l ;- arsenic : 0,1 mg/l ;- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;- métaux totaux : 15 mg/l. <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>Non-conformité :</p> <p>L'exploitant transmet le dernier rapport d'analyses des rejets aqueux, daté du 10/11/2021 et réalisé par Cereco. Les résultats fournis sont conformes. Cependant, les métaux totaux correspondant à la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al doivent être analysés mais l'exploitant ne fait pas analyser les paramètres étain (Sn), mercure (Hg), et aluminium (Al).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet le dernier rapport d'analyses des rejets aqueux daté du 29/05/2024. Celui-ci comprend bien l'analyse de l'ensemble des métaux. Cependant celle-ci ne comprend pas l'analyse du pH.</p> |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |

| |
|--|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 Mois |

N° 5 : Clôture de l'installation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Clôture de l'installation |
| Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation. Non-conformité : Sur place, l'inspection constate que la clôture qui ceint le site est toujours en mauvais état. L'exploitant indique que les échanges avec les différents propriétaires concernés par la clôture sont en cours et n'ont pas encore abouti. |
| Constats : L'exploitant a mis en place en janvier 2024 des megablocs béton pour remplacer la clôture. L'inspection a pu constater la bonne mise en place de celle-ci. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 6 : Traçabilité des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024 - Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets |
| Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée “ système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ”. Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. |
| Constats : L'exploitant a montré en séance le bon remplissage de Trackdéchets, qui s'effectue à partir d'un logiciel utilisé par la société. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43

Thème(s) : Risques chroniques - Traçabilité des déchets

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

- 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;
- 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
- 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.

La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :


Durant l'inspection, il a indiqué qu'il ne faisait pas usage du Registre National des Déchets, des Terres Excavées et Sédiments. L'inspection rappelle que l'utilisation de ce registre est obligatoire, notamment pour les installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux depuis le 01/01/2022 (décret n°2021-321 du 25/03/2021). Par courriel du 21/06/2024, l'exploitant transmet la preuve de création de compte sur le site du RNDTS au nom de l'installation. La bonne tenue de ce registre pourra être contrôlée ultérieurement par l'inspection.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Sans suite**Proposition de suites :**


N° 8 : Contrôle de la liste des appareils à pression

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III |
| Thème(s) : Risques accidentels - Liste des appareils à pression |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. |
| Constats : L'exploitant dispose sur son installation d'un compresseur de la marque Mecafer de 1998, d'un volume de 100 litres et d'une pression de service de 11 bar. Aucune vérification périodique ou requalification périodique n'a jamais été effectuée sur cet appareil, la liste mentionnée à l'article 6.III de l'arrêté du 20/11/2017 est inexistante. |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 Mois |

N° 9 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I |
| Thème(s) : Risques accidentels - Contrôle documentaire – Inspection périodique |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique n'avoir jamais fait réaliser d'inspection périodique sur son appareil.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité ou de faire évacuer l'équipement dans une filière adaptée et de transmettre le certificat de destruction sans délai.</p> |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 Mois |

N° 10 : Vérification des échéances de la requalification périodique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I |
| Thème(s) : Risques accidentels - Contrôle documentaire – Requalification périodique |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique n'avoir jamais fait réaliser de requalification périodique sur son appareil.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité ou de faire évacuer l'équipement dans une filière adaptée et de transmettre le certificat de destruction sans délai.</p> |
| Respect de la prescription :  |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 Mois |